



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **MARCHE DE TRAVAUX**



**Communauté  
d'universités  
et établissements  
de Toulouse**

**Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)**

41 allées Jules Guesde  
CS 61321  
31013 TOULOUSE CEDEX 6  
Tél : 05 61 14 80 11

### **Marché n°2025-090**

#### **Travaux pour la modification de l'éclairage de sécurité des amphithéâtres de la MRV**

*Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à  
R.2123-5 du code de la commande publique*

### **Cahier des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. GENERALITES.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Procédure de Passation.....	4
1.3 Lieu d'exécutions/de livraison.....	4
1.4 Allotissement.....	4
1.5 Tranches.....	4
1.6 Prestation supplémentaire éventuelle.....	4
1.7 Forme du marché.....	4
1.8 Marché de prestations similaires.....	4
1.9 Intervenants au marché.....	5
<b>ARTICLE 2. DUREE ET DELAI.....</b>	<b>5</b>
2.1 Durée.....	5
2.2 Délai d'exécution.....	5
2.3 Calendrier détaillé d'exécution.....	6
<b>ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
4.1 Les ordres de service.....	7
4.2 Préparation des travaux.....	Erreur ! Signet non défini.
4.3 Remise des documents d'études et plan d'exécution.....	7
4.4 Registre de chantier.....	7
4.5 Réunion de chantier.....	7
4.6 Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.....	8
4.7 Agrément des sous-traitants.....	8
4.8 Sécurité et hygiène du chantier.....	8
4.9 Conditions d'accès au chantier.....	9
<b>ARTICLE 5. TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>9</b>
6.1 Essais.....	9
6.2 Réception.....	10
6.3 Documents fournis après exécution.....	10
<b>ARTICLE 7. GARANTIE.....</b>	<b>11</b>
7.1 Garantie de parfait achèvement.....	11
7.2 Garantie biennale.....	11
7.3 Garantie décennale.....	11
<b>ARTICLE 8. ASSURANCES.....</b>	<b>11</b>
8.1 Assurances souscrites par le titulaire.....	11
8.2 Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	11
8.3 Assurance de responsabilité décennale.....	12
8.4 Cas particulier des groupements et de la sous-traitance.....	12
8.5 Dispositions communes.....	12
<b>ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>13</b>
9.1 Retenue de garantie.....	13
9.2 Avance.....	13
9.3 Nantissement.....	14
<b>ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
10.1 Répartition des dépenses - contenu des prix - règlement des comptes.....	14
10.2 Variation dans les prix.....	16
10.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	16

10.4 Paiement des co-traitant.....	17
10.5 Délais de paiement.....	17
<b>ARTICLE 11. Pénalités .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 13. RGPD</b>	
<b>ARTICLE 14. RESILIATION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 15. LANGUES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 16. DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17. DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>20</b>

## ARTICLE 1.GENERALITES

### 1.1 **Objet du marché**

La présente consultation concerne la réalisation de travaux pour la mise en conformité de l'éclairage de sécurité des amphithéâtres au sein de la Maison de la Recherche et de la Valorisation, sur le campus de Rangueil (Toulouse).

La description des ouvrages attendus et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 **Procédure de Passation**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R 2123-4 du code de la commande publique.

### 1.3 **Lieu d'exécutions/de livraison**

Le présent marché s'exécute en site occupé par des personnels administratifs et des étudiants.

Le lieu d'exécution est situé à la

Maison de la Recherche et de la Valorisation - MRV  
118 route de Narbonne - 31062 Toulouse Cedex 09

Adresse physique de géolocalisation (et non postale)  
75 cours des Sciences (sur le campus de Rangueil)

### 1.4 **Allotissement**

Pour la présente consultation, les besoins sont divisés en lots faisant l'objet de 6 marchés distincts

Lot	Objet	Code CPV
1	Remplacement de l'éclairage de sécurité	45311200-2 travaux d'installations électriques 45311200-3 courants forts

### 1.5 **Tranches**

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

### 1.6 **Prestation supplémentaire éventuelle**

Sans objet

### 1.7 **Forme du marché**

Les marchés résultant de cette procédure prennent la forme de marchés ordinaires traités à prix global et forfaitaire.

### 1.8 **Marché de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.9 **Intervenants au marché**

Les intervenants au marché sont définis ci-après :

Maîtrise d'ouvrage	Comue de Toulouse SPMG-SGE Jérôme Perlin 0601903508 <a href="mailto:jerome.perlin@univ-toulouse.fr">jerome.perlin@univ-toulouse.fr</a>
Maîtrise d'œuvre	ITUD BET electricité Jeremy Da Silva 06 88 85 58 58 / <a href="mailto:jeremy.itud@orange.fr">jeremy.itud@orange.fr</a> 1F rue de Sautic 31620 Fronton 05 34 27 43 06
Contrôleur technique	Alpes Contrôles Agence de Toulouse le zodiaque 1 passage de l'Europe ZAC du Canal 31400 TOULOUSE T 0561732556 <a href="mailto:toulouse@alpes-contrôles.fr">toulouse@alpes-contrôles.fr</a>

## ARTICLE 2.DUREE ET DELAI

### 2.1 **Durée**

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

La durée des travaux est estimée à 7 semaines, période de préparation comprise.

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dans le respect des mesures sanitaires. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

### 2.2 **Délai d'exécution**

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

**Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux** le marché comprend une période de préparation de 4 semaines à compter de la date portée sur l'ordre de service de démarrage notifié au titulaire.

Le délai d'exécution des travaux est de 3 semaines. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, la date de

démarrage de l'exécution des travaux sera précisée par ordre de service envoyé au titulaire. Un ordre de service envoyé au titulaire précisera la date de démarrage de l'exécution des travaux.

### **2.3 Calendrier détaillé d'exécution**

Sur la base du planning prévisionnel d'exécution communiqué dans le dossier de consultation et du calendrier prévisionnel détaillé par tâche établie lors de la période de préparation le maître d'œuvre établira un calendrier d'exécution détaillé en collaboration avec le titulaire.

**Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux**, il sera soumis pour approbation à la maîtrise d'ouvrage au plus tard sept (7) jours avant l'expiration de la période de préparation.

Ce planning détaillé sera notifié par ordre de service par le maître d'œuvre et se substituera au calendrier prévisionnel. Il servira de base à l'exécution du marché et à l'application des pénalités de retard prévues dans le cadre du marché. Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

Au cours de la réalisation des travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de réviser ce calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution puis de le notifier au titulaire par ordre de service en fonction des aléas constatés.

## **ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par **dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux** le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par l'UT fait seul foi :

- L'acte d'engagement (AE) et son ou ses annexe(s) financière(s) (CDPGF) dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- La mise au point éventuelle du marché
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le calendrier détaillé d'exécution validé par les parties
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Les pièces graphiques
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

**Notification** : En application de l'article 3. 1. du CCAG Travaux, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement (AE) signé par l'UT et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

## ARTICLE 4. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES TRAVAUX

En plus des dispositions indiquées dans le CCTP commun et dans les CCTP propres à chaque lot les précisions suivantes sont apportées :

### 4.1 Les ordres de service

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Ainsi, seront signés ou contresignés par le maître d'ouvrage les ordres de services suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Modification des délais d'exécution du marché
- Notification du prix nouveau aux titulaires pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

En conséquence, tous travaux supplémentaires ou modifications techniques ne pourront être exécutés qu'après accord écrit du maître d'ouvrage. Ces ordres de services seront alors notifiés par la maîtrise d'ouvrage via la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

En dehors des ordres de services précités, le maître d'œuvre peut notifier tous les ordres de services directement au titulaire.

### 4.2 Remise des documents d'études et plan d'exécution

L'élément de mission EXE est confié au titulaire conformément à l'article 1.6.3 du CCTP.

Les plans, notes et études sont soumis au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle, en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Le délai de délivrance du visa par le maître d'œuvre est fixé à 2 semaines. Le titulaire ne pourra pas commencer l'exécution d'un ouvrage sans avoir reçu de visa favorable des intervenants précités sur l'ensemble des documents nécessaires.

### 4.3 Registre de chantier

**Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux**, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

### 4.4 Réunion de chantier

Une réunion de démarrage des travaux sera organisée après la notification. Toute autre réunion intermédiaire éventuelle fera l'objet d'une convocation du titulaire.

#### **4.5 Obligations du titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale**

Le titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail dans sa version issue du décret n 2008-244 du 7 mars 2008.

Il s'agit, lorsque le titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
- D'une attestation sur l'honneur datée et signée du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

En cas de titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, le titulaire remet également la liste des salariés étrangers (article D8254-2 du Code du travail).

#### **4.6 Agrément des sous-traitants**

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitance prévues aux articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que, par **dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux**, il incombe au titulaire et non à l'Université de Toulouse de notifier aux sous-traitants l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

#### **Sous-traitance occulte :**

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

#### **4.7 Sécurité et hygiène du chantier**



Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire doit prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

#### **4.8 Conditions d'accès au chantier**

Les travaux sont exécutés en site occupé et soumis à autorisation d'entrée. Le titulaire se verra remettre un badge lui permettant l'accès aux locaux.

En cas de perte du badge le titulaire en informe le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais. Le remplacement du badge sera à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 5. TRAVAUX MODIFICATIFS - AUGMENTATION ET DIMINUTION DE LA MASSE DES TRAVAUX**

**Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux** et en application des articles R.2194-2 à R.2194-9 du code de la commande publique, lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, le représentant du pouvoir adjudicateur peut soit conclure un avenant soit notifier au titulaire une décision de poursuivre. A défaut, les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Pour qu'une modification des travaux puisse entraîner une plus ou moins-value du prix forfaitaire convenu il faut qu'elle ait été demandée par le maître d'ouvrage et qu'elle entraîne novation par rapport au CCTP. Si des modifications sont apportées par le titulaire à la consistance des ouvrages par suite d'imprécisions dans ses études d'exécution ou d'erreurs dans l'exécution des travaux, le montant du marché ne pourra en aucun cas être modifié.

A cette fin, les prix d'unités indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire pourront servir à déterminer le montant des éventuelles modifications demandées par le pouvoir adjudicateur.

Ainsi, les travaux modificatifs devront, avant exécution, d'une fiche de travaux modificatifs valant ordre de service signée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mentionnant les répercussions sur les prix et les délais.

Par **dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux**, pour un marché traité à prix forfaitaires, l'augmentation de plus de 5% du montant contractuel des travaux n'ouvre droit à aucune indemnisation pour le titulaire.

**Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux**, pour un marché traité à prix forfaitaires, en cas de diminution supérieure à 5% du montant du marché, le titulaire ne bénéficie d'aucune indemnisation.

### **ARTICLE 6. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

#### **6.1 Essais**

Une période d'essais est prévue antérieurement aux opérations de réception, conformément à l'article 1.9.1 du CCTP.

## **6.2 Réception**

### **6.2.1 Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement. Elle se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux, compte tenu des dérogations suivantes.

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux** le maître d'œuvre peut également se substituer au titulaire pour fixer la date d'achèvement des travaux, s'il considère que ces derniers sont terminés. Les opérations préalables à la réception seront ainsi organisées dans les délais fixés au planning prévisionnel.

**Cependant, et par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux**, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

En l'absence d'une prolongation du délai d'exécution notifiée par voie d'avenant, la date d'achèvement des travaux doit correspondre à celle du dernier jour du délai d'exécution prévu par le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 2.3 du présent document.

### **6.2.2 Levée des réserves**

A défaut d'une date pour la levée des réserves indiquée dans la décision de réception, les dispositions de l'article 41.5 et 41.7 du CCAG Travaux sont applicables. En cas d'absence des levées des réserves, des pénalités pourront être appliquées.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du maître d'œuvre, ainsi que le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques du titulaire défaillant et éventuellement le montant des pénalités de retard peut être prélevé sur les sommes dont le maître d'ouvrage peut être encore redevable au titulaire concerné et une compensation, dans ce cas s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la retenue de garantie.

## **6.3 Documents fournis après exécution**

La liste des documents attendus au titre des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) est précisée à l'article 3.3.2 du CCTP. Les DOE doivent être remis dans un délai de 10 jours à compter de la réception d

**Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux**, le titulaire remet les DOE au maître d'œuvre 15 jours avant la date contractuelle de fin des travaux établie par le calendrier détaillé d'exécution.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes à l'exécution, il devra donc reporter sur les plans toutes éventuelles modifications intervenues en cours de chantier.

## ARTICLE 7.GARANTIE

### 7.1 **Garantie de parfait achèvement**

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, la garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la réception des travaux s'applique, sous réserve d'une décision de prolongation de la présente garantie dans les conditions fixées par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

### 7.2 **Garantie**

Les matériels installés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une période de garantie dont la durée est précisée dans le CCTP.

### 7.3 **Garantie décennale**

La garantie décennale concerne les éléments non dissociables de l'ouvrage, qui compromettent la solidité de l'ouvrage pour une période de 10 ans à compter de la réception des travaux.

## ARTICLE 8.ASSURANCES

### 8.1 **Assurances souscrites par le titulaire**

Le titulaire fait son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans l'ouvrage.

Il veille aussi à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la réglementation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent en tant qu'engins en dehors de toute circulation.

**Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux**, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, avant la signature du marché puis au cours du premier trimestre de chaque année les attestations d'assurance suivantes.

### 8.2 **Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Nonobstant les polices qui pourraient être souscrites par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir au Maître d'Ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurances justifiant la souscription de la police de responsabilité civile.

Elle sera rédigée par les sociétés d'assurances en un seul exemplaire original ; elle vaudra quittance de paiement de la prime et comportera la description exacte des activités garanties (y compris pour les travaux donnés en sous-traitance).

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché.

- L'attestation devra préciser : La liste exacte des activités pour lesquelles le Titulaire est garanti,
- La période de validité,
- La nature des garanties,
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous,
- Les éventuelles franchises,
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

### **8.3 Assurance de responsabilité décennale**

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation émanant d'une compagnie d'assurance justifiant la souscription de la responsabilité décennale

La police d'assurance couvre, pour l'ensemble des ouvrages, les conséquences pécuniaires des dommages matériels et immatériels de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil pendant les périodes de garantie définies par les articles 1792 et 2270 précités.

Le candidat retenu sera tenu de produire à la demande du maître de l'ouvrage une attestation d'assurance dont la période de validité couvrira la date d'ouverture de chantier.  
Les polices souscrites par le titulaire devront être gérées en capitalisation.  
Les franchises sont à la charge du titulaire.

L'attestation d'assurance désignera précisément le chantier concerné, son montant ainsi que la liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti sera précisée dans son attestation.

### **8.4 Cas particulier des groupements et de la sous-traitance**

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants agréés éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

La non production des attestations d'assurance des membres du groupement ou des sous-traitants est un obstacle à la conclusion des marchés.

### **8.5 Dispositions communes**

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner sa résiliation.

## ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT

### 9.1 **Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de cinq pourcent (5%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-42 du code de la commande publique.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, à condition que l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement, selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

Si des désordres sont apparus lors de la garantie de parfait achèvement et n'ont pas été résolus à la fin de celle-ci, ladite garantie de parfait achèvement pourra être prolongée et, dans ce cas, la retenue de garantie ou la garantie à première demande est libérée un mois au plus tard après la date de réparation des désordres constatés.

La retenue de garantie est acquise de plein droit au maître d'ouvrage en cas de malfaçons, négligences ou tous autres manquements de l' titulaire à ses obligations.

### 9.2 **Avance**

En application de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance pourra être versée au titulaire dès la notification du marché, à condition que ce dernier l'ait acceptée expressément dans l'acte d'engagement, et que le montant du marché soit supérieur à 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à 2 mois.

L'option A prévue par le CCAG Travaux est applicable pour déterminer le taux de l'avance. Ainsi, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique le taux de l'avance est fixé à 20% du montant initial, toutes taxes comprises si sa durée du marché est inférieure ou égale à douze mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique le taux de l'avance est fixé à 20% du montant initial, toutes taxes comprises si sa durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

La répartition des avances en cas de cotraitance, se fait au prorata de la répartition des paiements.

Il n'est pas exigé la constitution d'une garantie à première demande pour le montant total de l'avance accordée.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

### **9.3 Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire. Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur une copie du marché, certifiée conforme, revêtue de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique ».

## **ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 Répartition des dépenses - contenu des prix - règlement des comptes**

#### **10.1.1 Répartition des dépenses communes de chantier**

L'ensemble des dépenses communes de chantier est à la charge du compte prorata. Ce dernier est géré par le titulaire du marché du lot gros œuvre. La convention prorata sera établie par le lot gros œuvre puis validée par tous les autres corps d'états lors de la période de préparation.

En tout état de cause, les entrepreneurs devront fournir, à la fin du chantier, un « quitus » attestant de la régularité des versements, pour qu'il soit procédé au solde de leur marché.

#### **10.1.2 Contenu des prix**

Le prix est global et forfaitaire. Les prix du marché sont établis en euros en prenant en compte toutes les sujétions d'exécution, notamment celles mentionnées à l'article 9.1 du CCAG Travaux soit de manière non limitative :

- Les frais d'installation de chantier, dont les frais d'occupation de voirie et les éventuels frais d'huissier, et les frais de plans et documents d'exécution des installations ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des éléments à poser et à installer ;
- Les frais d'études techniques et d'établissement des documents d'exécution à la charge du titulaire ;
- Les frais de piquetage le cas échéant ;

- Les frais résultant des demandes et observations de l'expert nommé dans le cadre d'un référé préventif, du maître d'œuvre et du contrôleur technique ;
- Les frais d'essais des matériaux, matériels, prototypes et installation et établissement des PV d'essais ;
- Les frais de nettoyage, d'enlèvement et de tri des déchets, gravas et emballages en cours et en fin de chantier, celui-ci devant resté dans un état de propreté acceptable pour le maître d'ouvrage, ainsi que les frais d'entretien de voirie ;
- Les frais d'assurances de toutes natures ;
- Les frais d'établissement des plans de recollement, des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations ...

Les prix comprennent également les éventuelles incidences financières dues au strict respect des instructions figurant dans le Plan Général de Coordination (PGC) et ses modifications ultérieures ainsi que des décisions prises en matière de sécurité santé par le coordonnateur.

### **10.1.3 Règlement des comptes**

Les prestations traitées à prix global et forfaitaire sont réglées sur la base de projets de décomptes mensuels présentés par l'entreprise et dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans la CDPGF.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle sur les quantités ou sur la nature des travaux à exécuter et des fournitures à livrer par le titulaire.

#### **10.1.3.1-Projets de décomptes et acomptes mensuels**

Tous les échanges concernant la facturation devront être transmis à la maîtrise d'œuvre aux coordonnées précisées à l'article 1.9 du présent CCAP.

Après validation préalable de l'avancement par le maître d'œuvre, le titulaire envoie le 20 de chaque mois considéré au maître d'œuvre sa demande de paiement prenant la forme d'un projet de décompte.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre après vérification par le maître d'ouvrage qui vérifient d'un commun accord le montant de l'acompte mensuel. L'ensemble est ensuite déposé par le titulaire sur la plateforme CHORUS.

#### **10.1.3.2-Décompte final - Décompte général – Solde**

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 12.3.1 à 12.3.4 du CCAG Travaux.

L'établissement du décompte final et général par le maître d'œuvre ainsi que la notification du décompte général à l'entreprise et le mandatement du solde correspondant par le maître d'ouvrage, interviennent conformément aux dispositions prévues aux articles 12.4.1 à 12.4.5 du CCAG Travaux.

Le décompte général est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

#### **10.1.3.3-Présentation des demandes de paiement**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique et conformément aux dispositions prévues aux articles 12.1.1 à 12.1.10 du CCAG Travaux.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures seront émises électroniquement le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Siret de l'UT : 130 021 322 000 16 Code service exécutant : 1001
---

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

## 10.2 **Variation dans les prix**

**Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux**, les prix sont fermes et pourront toutefois être actualisables s'il s'écoule un délai de 3 mois entre la date d'établissement du prix, réputée à la date de signature de l'acte d'engagement, ou à défaut, la date limite de réception de l'offre finale si négociation et la date de début d'exécution des prestations.

Les modalités d'application de l'actualisation s'effectuent dans les conditions suivantes :

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_o}$$

Dans laquelle :

- Cn : Coefficient d'actualisation
- I : Index de référence : BT47
- Id - 3 : Valeur de l'index au mois d - 3 soit 3 mois avant l'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier
- Io : Valeur de l'index prise au mois zéro soit le mois de l'offre

## 10.3 **Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.



#### 10.4 Paiement des co-traitant

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### 10.5 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### ARTICLE 11. Pénalités

Par **dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, le titulaire est soumis aux pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Il est précisé que toutes les pénalités sont non révisables et cumulatives.

Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable.

Aussi, **par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu.

Enfin, **par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux**, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a

donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cadre du marché les pénalités suivantes sont ainsi applicables :

Retard pour non-respect du calendrier détaillé d'exécution	300 € HT par jour calendaire
Pénalités pour retard de levée de réserves	150 € HT par jour calendaire
Pénalités de retard pour non évacuation des déchets	150 € HT par jour calendaire
Pénalités pour retard dans le nettoyage du chantier	200 € HT par jour calendaire
Pénalités pour non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	200 € HT par infraction constatée
Pénalités pour absence non justifiée aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, ou le maître d'ouvrage	100 € HT par infraction
Pénalités pour retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	200 € HT par jour calendaire
Pénalités relatives à la protection du site : - Dépôt dans une benne non appropriée (ou non-respect du tri des déchets) - Cantonnement non entretenu - Stockage en zone interdite - Dépôt de gravats sauvage	200 € HT par infraction
Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant	500 € HT par infraction
Pénalités pour non-respect des consignes d'accès au site et d'intervention	200 € HT par infraction constatée par personnel identifié
Pénalités pour non-respect de l'interdiction de fumée, de consommation d'alcool sur le lieu du chantier, ou de comportement inapproprié	100 € HT par infraction constatée par personnel identifié

## ARTICLE 12.CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les documents fournis par l'Université de Toulouse ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;
- A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;
- A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.

En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. L'Université de Toulouse peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

## ARTICLE 13.RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## ARTICLE 14.RESILIATION

Il est fait application de l'article 50 et suivants du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

Dans le cas où la résiliation pour faute serait prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

## ARTICLE 15.LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## ARTICLE 16. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Toulouse**

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARTICLE 17.DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP.

Article C.C.A.P.	Déroge à l'article du CCAG Travaux
2.2	28.1
2.3	28.2.3
3	4.1
4.2	28.1
4.7	3.6.1.2
5	14.4.3
5	14.3
5	15.1
6.2.1	41
6.2.1	41.1.3
6.3	40.1
8	8.1.3
10.2	9.4.2
11	19.2